

13.4 Finances publiques locales

Après avoir bénéficié de la reprise de l'activité en 2010-2011, les **collectivités territoriales** ont subi le contexte économique et social dégradé au cours de l'année 2012. Si les départements, confrontés simultanément à une demande sociale soutenue et à une contraction des recettes liées aux transactions immobilières, sont tout particulièrement concernés, les budgets de tous les niveaux de collectivités, compte tenu de leurs compétences, sont affectés par cet environnement conjoncturel défavorable. En 2012, les collectivités locales voient ainsi leurs marges de manœuvre se réduire : les ressources fiscales globales progressent de 2,5 %, mais les concours financiers sont gelés en valeur, tandis que les charges sont en hausse sensible, notamment celles liées au personnel. La capacité d'**autofinancement** s'est réduite de 4,4 %. Les collectivités locales ont accru leurs dépenses d'investissement en ayant recours à l'emprunt : elles ont pu bénéficier de conditions de financement adaptées en 2012, après le resserrement de l'offre de crédit bancaire observé en 2011.

En 2012, le secteur communal rassemble 35 305 communes regroupées en 2 581 **établissements publics de coopération intercommunale (EPCI)** à fiscalité propre et 1 378 communes isolées (hors Mayotte). L'intégration fiscale se poursuit : hors reversements fiscaux, la part des **groupements à fiscalité propre** dans les dépenses totales du secteur communal est de 24 %. En 2012, les ressources de fiscalité directe locale restent dynami-

ques pour le secteur communal, tandis que les concours de l'État sont stabilisés. Les dépenses de fonctionnement augmentent plus vite que les recettes, sous l'effet, en particulier, de la hausse des dépenses de personnel. L'excédent de fonctionnement, qui progressait de plus d'un milliard d'euros par an depuis 2009, se tasse légèrement. Cependant, le secteur communal poursuit l'effort d'équipement entamé en 2011, en le finançant par un plus large recours à l'emprunt.

Les départements enregistrent une augmentation des dépenses de fonctionnement de 3,1 % : le contexte social dégradé pèse fortement sur leurs dépenses d'aide sociale, tandis que les frais de personnel augmentent sensiblement. Simultanément, les recettes de fonctionnement évoluent faiblement, en lien avec la chute du niveau du montant des droits de mutation. L'épargne brute affiche ainsi une baisse de 1,2 milliard d'euros par rapport à l'année 2011. Malgré un recours à l'emprunt en hausse, l'investissement des départements est à nouveau en recul en 2012.

En 2012, les régions dégagent des marges d'autofinancement plus faibles qu'en 2011, mais elles maintiennent leur niveau d'investissement en le finançant une nouvelle fois par l'emprunt. Leur taux d'endettement atteint près de 85 % fin 2012. Face à des recettes peu dynamiques, elles supportent des charges à la hausse, liées au personnel et aux transferts de compétences. ■

Définitions

Collectivités territoriales : structures administratives françaises, distinctes de l'administration de l'État, qui doivent prendre en charge les intérêts de la population d'un territoire précis. Sont définies comme collectivités territoriales : les communes, les départements et les départements d'outre-mer, les régions et les régions d'outre-mer, les collectivités à statut particulier et les collectivités d'outre-mer.

Administrations publiques locales, dépense d'intervention des collectivités locales, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), fiscalité locale, groupement de communes à fiscalité propre, taux d'autofinancement : voir rubrique « définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « Rapport 2013 de l'Observatoire des Finances Locales – Les collectivités locales maintiennent leur niveau d'investissement », *Bulletin d'informations statistiques* n° 95, DGCL, juillet 2013.
- « Les finances des collectivités locales en 2013 », Observatoire des finances locales, juillet 2013.
- « Les comptes des administrations publiques en 2012 – Le déficit se réduit, mais la dette continue de grimper », *Insee Première* n° 1446, mai 2013.
- « Les collectivités locales en chiffres 2013 », DGCL, avril 2013.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr, rubrique Publications et services\Collections nationales\Insee Références

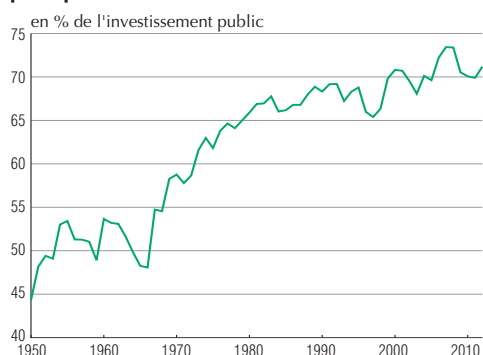
Volume budgétaire des différents niveaux de collectivités locales en 2012

en milliards d'euros

Dépenses totales	Montants	12/11 en %
Communes	96,3	2,3
Départements	71,4	2,5
Régions	27,9	2,6
Total collectivités territoriales	195,5	2,4
Groupements de commune à fiscalité propre	39,6	5,1
Ensemble collectivités territoriales et groupements à fiscalité propre	225,9	3,0

Champ : montants hors gestion active de la dette, hors péréquation horizontale.
Source : DGFiP, données provisoires (hors Mayotte).

Poids des investissements des administrations publiques locales de 1950 à 2012



Source : Insee, comptes nationaux - base 2005.

Structure de la fiscalité locale en 2011

en milliards d'euros

Nature des impôts	Communes et groupements ¹	Départ.	Régions	Total
Taxe d'habitation	18,71	///	///	18,71
Taxe sur le foncier bâti	15,11	10,94	///	26,05
Taxe sur le foncier non bâti	0,96	///	///	0,96
Produits votés des 3 taxes « ménages »	34,78	10,94	///	45,73
Cotisation foncière des entrep. (CFE)	6,33	///	///	6,33
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)	3,88	7,13	3,67	14,68
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (IFER)	0,42	0,21	0,64	1,27
Taxe sur les surfaces com. (TASCOM)	0,61	///	///	0,61
Produit voté de la CFE et autres produits économiques	11,24	7,34	4,31	22,89
Taxe d'enlèvement des ord. mén.	5,89	///	///	5,89
Droits de mutation à titre onéreux	2,32	8,61	///	10,93
Taxe intérieure sur les prod. pétroliers	///	6,53	4,27	10,81
Versement aux transp. en commun	6,65	///	///	6,65
Taxe spéc. sur les conv. d'assurance	///	6,23	///	6,23
Taxe sur les cartes grises	///	///	2,08	2,08
Taxe sur l'électricité	1,04	0,56	///	1,60
Impôts et taxes d'outre-mer	0,81	0,17	0,52	1,49
Autres taxes	1,56	0,37	1,00	2,93
Autres contributions²	18,28	22,47	7,88	48,63
Total des taxes	64,30	40,76	12,19	117,25

1. Y c. les syndicats.

2. Hors taxes liées à l'urbanisme.

Sources : DGFiP ; DGCL.

Finances des collectivités locales et groupements à fiscalité propre

en milliards d'euros

	2011 (r)	2012 (p)	12/11 en %
Dépenses de fonctionnement hors intérêts de dette	148,7	153,2	3,0
dont : achats et charges externes	29,2	29,9	2,7
frais de personnel	53,0	54,7	3,3
dépenses d'intervention	61,7	63,6	3,1
Recettes de fonctionnement	185,8	189,0	1,7
dont : impôts et taxes	110,7	113,6	2,5
concours de l'État	52,6	52,3	-0,5
Épargne de gestion	37,1	35,9	-3,4
Intérêts de dette	4,3	4,5	4,6
Épargne brute	32,8	31,4	-4,4
Dépenses d'investissement hors remboursements	54,0	55,2	2,2
Recettes d'investissement hors emprunts	20,4	20,1	-1,6
Dépenses totales hors remboursements de dette	207,0	212,8	2,8
Recettes totales hors emprunts	206,2	209,1	1,4
Besoin de financement	-0,7	-3,7	///
Remboursements de dette	12,4	13,0	4,8
Emprunts	15,9	17,9	12,5
Dette totale au 31 décembre	127,6	132,4	///

Note : les montants sont calculés hors gestion active de la dette.

Source : DGFiP.

Dépenses au titre des compétences transférées aux collectivités locales

en millions d'euros

	2005	2010	2013 (p)	13/12 en %
Aux départements				
Aide sociale ¹	25 928	33 678	36 909	2,8
dont : RSA ²	6 696	8 603	9 575	3,9
alloc. pers. d'autonomie (APA)	4 113	5 372	5 662	1,5
Collèges	3 345	4 304	4 100	-3,6
Serv. dép. d'incendie et de secours	1 740	2 386	2 493	-1,0
Aux régions				
Formation prof. continue et apprent.	3 468	5 052	5 151	0,7
Enseignement	3 964	6 326	6 020	-1,8
Transport ferroviaire de voyageurs	2 859	3 195	4 108	12,4

1. Dépenses de fonctionnement des fonctions prévention médico-sociale, action sociale (hors RMI et APA), RMI, APA et RSA.

2. Le RSA s'est substitué au RMI le 1^{er} juin 2009.

Note : données issues des comptes des collectivités locales.

Sources : DGCL ; DGFiP.

Concours financiers de l'État aux collectivités locales en 2013

en milliards d'euros

	Montants	Part en %
Dotation globale de fonctionnement DGF	41,5	67,6
Fonds de compensation de la TVA FCTVA	5,6	9,2
Compensations d'exonération	3,1	5,0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	3,4	5,6
Autres prélèvements sur recettes	2,1	3,4
Prélèvements sur recettes	55,7	90,7
Mission Relations avec les collec. territoriales	2,8	4,5
Dotation gén. de décent. formation prof.	1,7	2,8
Amendes	0,7	1,1
Financement national du développement et de modernisation de l'apprentissage	0,6	0,9
Total (hors prélèvements exceptionnels)	61,4	100,0

Note : données issues de la loi de finances 2013.

Source : DGCL.